



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...* • (Page 07)

**Francfort**

**La BCE va de nouveau relever ses taux d'intérêt**  
*La Banque centrale européenne va de nouveau relever ses taux d'intérêt, jeudi, et laisser entrevoir d'autres hausses face à une inflation ...* • (Page 08)

**Programme PEFA**

**Témoignage de Mira Sandra GNONGBO**  
*« L'aventure du PEFA a été une très belle expérience pour ma personne en ce sens où j'ai grandi tant ...* • (Page 09)



**Investir au Togo**

**Vers une stratégie de promotion de la filière sésame**

• (Pages 03)



**Ressources humaines (RH)**

• (Page 04)

**Ecobank, Meilleur Employeur d'Afrique en 2022**

**Investissements**

**1er forum des Zones économiques d'Afrique à Libreville**  
*Le 1er Forum des organes de gestion administrative des Zones économiques d'Afrique ...* • (Page 02)

**Fonds commun de placement Wafa Assurance UEMOA agréé OPCVM**

*Décision N°AMF-UMOA/2022/269 portant agrément du Fonds commun de placement (FCP) Wafa Assurance UEMOA en qualité ...* • (Page 05)

**Sommet Dakar 2**

**Partage d'expériences de transformation du secteur agricole**  
*Les chefs d'État de Centrafrique Faustin Archange Touadéra, de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi, ...* • (Page 06)

**Volontariat**

**PITHO Eyawelem, un peintre en réussite**  
*Dans le quartier Lama-Kolidé, nous allons à la rencontre d'Eyawelem. Dans un calme et tout souriant en plein labeur, pour donner ...* • (Page 11)

**Career Academy Institute** | l'Image de l'Expertise  
www.career-academyinstitute.com  
+228 93277876 / 92123162 / 99265828  
**Accredited Financial Analyst® (AFA)**  
Etre un professionnel qualifié de la finance à l'international!

## Investissements

## 1er forum des Zones économiques d'Afrique à Libreville

Le 1er Forum des organes de gestion administrative des Zones économiques d'Afrique (FOGAZEA), se déroulera du 2 au 3 février 2023 à Libreville, sous le thème central : «Cohésion et Association des organes de gestion administrative des Zones Economiques d'Afrique, au service de la performance économique du continent», indique une plateforme internet de l'Autorité administrative de la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok créée pour la circonstance.

• Vivien ATAKPABEM

Environ 200 participants sont attendus au 1er Forum des organes de gestion administrative des zones économiques d'Afrique (FOGAZEA), organisé par l'Autorité administrative de la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok dans la capitale gabonaise. Parmi lesquels, les ministres en charges des zones économiques. Les séances de travail, construction des équipes (team building), visites des sites, conférences, partages d'expériences seront, entre autres, au menu de cette rencontre. Les enregistrements pour les participants seront effectués le mercredi 1er février dès 8 heures au Jardin botanique, lieu du déroulement dudit forum, pour s'achever à 18h. La deuxième journée, le jeudi 2 février, sera marquée par la cérémonie d'ouverture présidée par le Premier ministre, Alain-Claude Bilié-By-Nze. Elle sera également consacrée au développement de deux thématiques. La première «Rôle et fonctionnement des organes de ges-



tion administrative dans le développement des zones économiques», sera développée par le panel 1. Tandis que la deuxième, «Enjeux et défis pour la cohésion et l'association des organes de gestion administrative», va être débattue dans le panel 2. Aussi, la clôture de cette journée prévoit-elle l'adoption et la signature d'un protocole d'accord entre les différents organes de gestion administrative des zones économiques d'Afrique. Au sortir de cette rencontre, il est prévu la création d'une association des Zones économiques spéciales africaines. Pour la troisième et dernière journée, des visites sont prévues, notamment à la Zone économique spéciale (ZES) de Nkok et au Musée nation-

nale des arts et traditions du Gabon. Créée en 2011, la Zone économique spéciale de Nkok, située à 27 km de Libreville, compte plus de 85 entreprises. Elle constitue un modèle de réussite et d'inspiration pour de nombreux pays africains. L'Afrique compte aujourd'hui 237 Zones économiques spéciales (ZES) – dont 61 au Kenya, 38 au Nigeria et 18 en Éthiopie. Concrètement, les ZES sont des espaces bénéficiant le plus souvent d'incitations fiscales, douanières et de procédures administratives simplifiées par rapport au reste du territoire. « Le développement et la promotion des ZES de nouvelle génération s'inscrivent dans un processus visant l'attrait des investisseurs étrangers pour les pays en développement. Celles-ci devraient être alignées aux exigences de durabilités et de respect de l'environnement qui sous-tendent l'agenda 2030 et peuvent être des foyers d'innovation qui impulseront des changements dans le reste de l'industrie »



## Image du jour



Le Canada est devenu le 25ème pays à ratifier la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement. La convention est conçue pour aider à libérer le monde du travail de la violence et du harcèlement sous toutes ses formes.

## AUX DECIDEURS...

## De l'évolution du poids du pain... !

Les cours du blé s'étaient envolés à près 400 dollars la tonne sur le marché mondial mi-mai 2022, le double de l'année 2021 alors que le trafic marchand était presque au point mort sur la mer Noire.

A ce moment au Togo, le prix du sac de farine de blé a fait l'objet de spéculation et de pénurie artificielle dans certains points de vente à Lomé et à l'intérieur du pays. Le sac de la farine du blé de 50kg qui se vendait à 19.500F était passé à presque à 30.000F voire 32.000F en mai 2022.

Le prix du pain, en réalité n'a pas connu une augmentation, par contre c'est la forme qui a changé. Le pain de 200 FCFA avait la forme de celui de 100 FCFA et celui de 300 à celui de 200 ainsi de suite. C'était la stratégie du prix inchangé contre la forme diminuée pour garder la clientèle qui subit d'autre hausse de prix ailleurs.

Les boulangers comme les consommateurs se sont plaints. Leur désarroi a été porté par la société civile notamment par l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et la Ligue Togolaise des Consommateurs (LCT). Une réaction sans effet.

Bientôt un an après l'invasion russe, c'est presque un retour à la case départ. Les marchés ont appris à vivre avec la crise. La détente s'est amorcée fin mai-début juin avec de premières estimations de production rassurantes et la reprise des exportations d'Ukraine, d'abord par la route et le rail, puis par la mer.

L'Ukraine exporte presque 5 millions de tonnes de blé depuis août passé, toutes voies confondues, se rapprochant des plus de 5 millions par mois d'avant-guerre. Les analystes voient le cours du blé continuer à refluer à moyen terme.

Pourtant le poids du pain au prix initial ne baisse pas. A priori, la baisse des prix n'est pas attendu avant la fin du premier semestre. Il faut dire que si le prix du blé à diminuer sur le marché international, celui de l'essence, du sucre, de l'huile voire même du sel ou autres denrées qui rentrent dans la fabrication du pain n'ont pas encore connu la baisse. Une seconde hypothèse laisse croire que le prix du pain sera maintenu voire va connaître une augmentation. Compte tenu de la poursuite de la guerre en Ukraine, principal producteur de blé, plusieurs entreprises ont acquis des tonnes de blé au prix coûteux en réserve. Ces grossistes ne peuvent pas écouler leur stock en baissant les prix au risque d'enregistrer des pertes.

L'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) vient de lancer un appel aux gouvernants de revoir à la baisse le prix du pain. Une initiative opportune qui coïncide avec la baisse du prix des produits pétroliers.

De fait, ce sont les gouvernants qui doivent expliquer aux consommateurs que même si le prix du blé a baissé, le prix du pain ne va pas baisser automatiquement.

En attendant, le consommateur togolais doit se tourner vers les pains produits localement à base du manioc ou du soja qui sont sans gluten. Des pains bons pour la santé et au prix abordable.

Midas Tigossou

## Le Togo en chiffres

| Informations générales  | Togo                   | Afrique Subsaharienne | Source                |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Superficie  | 56 790 km <sup>2</sup> | 21,7 km <sup>2</sup>  | Banque mondiale, 2018 |
| Population  | 8,3 millions           | 1 094 millions        | ONU, 2020             |
| Part de la population urbaine                                       | 42,8 %                 | 41,4 %                | ONU, 2020             |
| Croissance démographique  | 2,4 %                  | 2,6 %                 | ONU, 2020             |
| Taux de fertilité   | 4,4 enfants par femme  | 4,7 enfants par femme | ONU, 2015-2020        |
| Espérance de vie à la naissance                                     | 60,5 ans               | 60,5 ans              | ONU, 2015-2020        |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans                       | 41 %                   | 42,7 %                | ONU, 2020             |
| Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA | 24,1 %                 | 38,3 %                | Banque mondiale, 2018 |
| Taux d'alphabétisation des adultes                                  | 66,5 %                 | 65,9 %                | Banque mondiale 2019  |
| APD par habitant  | 50,9 USD               | 49,9 USD              | Banque mondiale 2019  |
| Classement IDH 2019   | 167 / 189              |                       | PNUD, 2020            |

Investir au Togo

# Vers une stratégie de promotion de la filière sésame

Au Togo, différentes parties prenantes œuvrent ensemble pour la mise en place d'une stratégie de promotion et d'attraction d'investissements dans la filière sésame.

• Joël YANCLO

L'Initiative Sésame, fruit de la collaboration entre le Ministère de la Promotion de l'Investissement (MPI) et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural (MAEDR) avec l'appui de la Facilité pour la Réforme du Climat d'Investissement (ICR) vise à développer la filière du sésame au Togo. La première phase de l'étude a permis d'identifier les défis de la filière sésame à savoir : le manque de structuration des professions de la filière, le déficit de maîtrise des techniques de production par les agriculteurs, et le coût élevé des intrants. Quant à la deuxième phase dite de

guidage de la stratégie, elle, a consisté à la rédaction du diagnostic stratégique, aux entretiens avec divers experts de la filière et à la tenue de deux réunions de restitution à Kara et à Lomé. La réunion en région a réuni les cadres représentant les institutions, les producteurs et les organisations impliquées dans la filière du sésame. Le 20 Janvier 2023, à la salle de conférence du Ministère de la Promotion de l'Investissement à Lomé. Occasion pour les consultants de présenter les résultats des entretiens et soumettre le diagnostic stratégique pour validation.

### Trois grandes lignes d'action pour développer et renforcer la compétitivité de la filière sésame



### lopper et renforcer la compétitivité de la filière sésame

Il se dégage du diagnostic

et des différentes rencontres avec les experts une stratégie qui s'oriente vers une production de matière première bio à court terme et vers une production bio transformée à long terme. Pour atteindre ces objectifs, les consultants ont proposé trois grandes lignes d'action pour développer et renforcer la compétitivité de la filière. Il s'agit de l'amélioration de la connexion aux marchés et le renforcement des partenariats ; du support aux bonnes pratiques (production bio) et du support à la transformation primaire. La prochaine et dernière phase consistera essentiellement en la rédaction du plan d'action et des réunions de restitution des activités accomplies qui

marqueront la fin de l'étude. De ces travaux découleront un document final de mise en œuvre d'une stratégie de promotion de la filière et d'attraction d'investisseurs. Tout l'intérêt de cette étude réside notamment dans les retombées directes sur les acteurs de la filière, à savoir l'augmentation des revenus, la garantie des débouchés, la réglementation des prix de ventes permettant d'éviter les fluctuations et la disponibilité des matières premières pour les transformateurs. Cela permettra également d'ajouter de la valeur à l'économie togolaise et d'améliorer la balance commerciale et les termes de l'échange à travers l'exportation de produits transformés et donc

une meilleure contribution du secteur agricole au PIB du Togo. L'agriculture est un levier important de croissance de l'économie togolaise et contribue à environ au tiers du produit intérieur brut, offrant de l'emploi à plus de 60% de la population. Ce qui vient renforcer l'ambition 4 du Gouvernement de la Feuille de route 2020-2025 : « Faire de l'agriculture un véritable moteur de croissance et de création d'emplois ».

### A propos de la facilité ICR

La Facilité ICR a été mise en place en 2019 par la GIZ, British Council, Expertise France et SNV (Netherlands Development Organization) afin de soutenir les pays partenaires du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et les institutions régionales dans leur processus de dialogue structuré avec le secteur privé afin de créer un environnement commercial et un climat d'investissement plus favorables. Elle contribue à la mise en œuvre du troisième pilier du Plan d'Investissement Extérieur de l'Union Européenne (améliorer le climat d'investissement).



## Le Togo en chiffres

| Prévisions du commerce extérieur                                       | 2021 | 2022 (e) | 2023 (e) | 2024 (e) | 2025 (e) |
|--|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 10,4 | 6,3      | 4,9      | 7,5      | 7,8      |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | 6,0  | 5,5      | 6,2      | 6,8      | 8,6      |

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

| Indicateurs économiques                      | Togo        | Afrique Subsaharienne | Source       |
|--|-------------|-----------------------|--------------|
| PIB nominal en 2021                          | 8,4 Mds USD | 1 870 Mds USD         | FMI          |
| PIB par habitant en 2021                     | 991,5 USD   | 1 742 USD             | FMI          |
| Part du secteur de l'agriculture dans le PIB | 22 %        | 19 %                  | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur de l'industrie dans le PIB   | 23 %        | 29 %                  | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur des services dans le PIB     | 55 %        | 52 %                  | CNUCED, 2020 |

|         |     |            |     |
|---------|-----|------------|-----|
| Sénégal | 5,0 | Etats-Unis | 2,7 |
| Nigéria | 4,0 | Malaisie   | 2,7 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

| Indicateurs économiques                             | Togo   |        | Afrique Subsaharienne |         | Source |
|---|--------|--------|-----------------------|---------|--------|
|   | 2021   | 2022   | 2021                  | 2022    |        |
| Croissance du PIB réel                              | +5,1 % | +5,6 % | +4,5 %                | +3,8 %  | FMI    |
| Croissance du PIB réel par habitant                 | +2,6 % | +3 %   | +2,3 %                | +1,5 %  | FMI    |
| Taux d'inflation moyen annuel                       | +4,3 % | +4,6 % | +11 %                 | +12,2 % | FMI    |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB) | -6,5 % | -4,9 % | -5,3 %                | -4,7 %  | FMI    |
| Dettes publiques (en % du PIB)                      | 63,8 % | 63,6 % | 56,9 %                | 55,1 %  | FMI    |
| Dettes extérieures publiques (en % du PIB)          | 25,8 % | 28,0 % | 25,1 %                | 24 %    | FMI    |

## Ressources humaines (RH)

## Ecobank, Meilleur Employeur d'Afrique en 2022

Le Groupe Ecobank, la première banque panafricaine, a annoncé à Lomé, le janvier 2023, avoir remporté le prix très convoité de Meilleur Employeur d'Afrique 2022 décerné par l'organisation Best Place to Work.

● Héléne MARTELOT

Ce prix récompense les entreprises qui affichent les normes d'excellence les plus élevées en matière de pratiques de ressources humaines (RH) et d'expérience des employés. Ade Ayeyemi, directeur général du Groupe Ecobank, a précisé : "À Ecobank, nous savons que notre personnel est notre plus grand atout. En tant que banque panafricaine, nous consacrons intentionnellement des ressources pour attirer, former et retenir les meilleurs talents. Nous mettons activement en place les outils et les processus nécessaires pour instaurer une culture axée sur la performance et un environnement stimulant. C'est un grand honneur d'être reconnu au niveau international comme l'un des Meilleurs Employeurs d'Afrique. Je tiens à souligner que nous n'aurions pas pu recevoir ce prix sans le soutien de nos collègues Ecobanquiers". Le programme de certification implique une évaluation rigoureuse et un classement basé sur les résultats objectifs d'évaluations solides réalisées à différents niveaux hiérarchiques et sur l'ensemble des activités et procédures liées aux Ressources Humaines. Il comprend une évaluation RH et une enquête auprès des employés. Les domaines couverts sont les pratiques RH, la rémunération, les avantages sociaux, la direction, le travail en équipe, l'engagement des employés et la responsabilité sociale des entreprises (RSE).



stimulant, tout en investissant dans leur formation et leur épanouissement. À Ecobank, nous cherchons toujours à offrir à notre personnel des opportunités pour progresser et réaliser leur plein potentiel grâce à nos initiatives de formation et de développement. Ce prix du Meilleur Employeur est un hommage à la volonté des Ecobanquiers d'incarner nos valeurs, ainsi qu'à la création d'une culture d'entreprise adéquate". Lors du processus d'évaluation, le Groupe Ecobank a obtenu un score total de 79 % - tout pourcentage supérieur à 75 % est considéré comme élevé. L'accréditation de Meilleur Employeur est valable un an, de novembre 2022 à novembre 2023. Les organisations ayant reçu le label Meilleur Employeur ont tendance à surpasser la moyenne du marché en termes de performances à long terme grâce à un engagement élevé des employés, un leadership stimulant et une bonne gestion des talents. Être une entreprise certifiée indique que les employés sont enthousiastes, engagés et motivés pour faire de leur mieux, chaque jour et où qu'ils soient.

### Les employés aiment travailler à Ecobank

Lors de la cérémonie de remise de Prix, Peter Burke, président du Groupe Best Companies, a adressé ses sincères félicitations à Ecobank en soulignant le caractère unique de ce prix qui renforce la marque Employeur Ecobank. Il a ajouté

que Ecobank est "reconnue pour avoir créé des lieux de travail où les employés aiment venir travailler. Vous faites l'envie de tous les autres employeurs. Continuez ainsi". La certification de Meilleur Employeur est un programme de référence en la matière, reconnu dans le monde entier. Elle est accordée en partenariat avec le Best Company Group, une société américaine bien établie qui a pour mission de recenser et de distinguer les meilleurs employeurs dans plus de 60 pays. En Afrique, 29 entreprises ont reçu le titre de Meilleur Employeur en 2022, parmi lesquelles Alsa, eHealth Africa, Hilary, IHS, Ooredoo et Pharma 5. Des multinationales ayant des activités en Afrique, telles qu'AstraZeneca, Dell, Nestlé et Roche, ont également été récompensées. Le prix du Meilleur Employeur en Afrique fait suite à une autre distinction importante pour Ecobank, celle du Best Employer Brand in Africa, décernée par les Africa Best Employer Brand Awards 2022. Ce prix récompense les entreprises d'Afrique qui sont exemplaires en matière de RH. Le jury a pris en compte les progrès de l'entreprise sur la base des informations publiques disponibles et de nombreux aspects des stratégies de ressources humaines, notamment la gestion et la formation des talents, la diversité et l'inclusion, la valorisation des femmes, la promotion et la gestion de la santé sur le lieu de travail ainsi que les initiatives de RSE.

## Leadership féminin

## Lawson Penola explique son parcours aux jeunes filles

Mlle Lawson Pénola a expliqué le samedi 28 janvier à Lomé, son parcours de leadership féminin sur la création et la vente du parfum « Icône » de la marque « Lawson Paris » aux jeunes filles togolaises.

Cet événement, premier du genre est une initiative d'une jeune association dénommée Jeunesse au Cœur du Développement (J.C.D). L'objectif de la rencontre est de sensibiliser les jeunes filles togolaises à la prise de décision pour leur autonomisation entrepreneuriale afin de participer au développement du pays. La JCD vise à apporter sa pierre à l'édifice du développement socio-économique du pays et à porter haut les valeurs et la culture togolaise avec un volet très ouvert sur le leadership féminin. Mlle Pénola, vivant à Paris en France avec ses parents, a relaté les péripéties qui ont conduit ses parents à prendre la décision de l'envoyer en Afrique spécialement au Bénin afin qu'elle puisse découvrir la réalité du monde. De là, elle a réussi à se ressaisir et à avoir son baccalauréat 2ème partie à 17 ans. A l'entendre, l'année suivant l'obtention de son bac 2, Mlle Pénola a choisi de se lancer dans le monde de la parfumerie où elle a eu des contacts



des professionnels en la matière et le soutien de ses parents la propulsant ainsi dans le cœur de l'industrie de la parfumerie. Influenceuse sur les réseaux sociaux, notamment Facebook et Youtube, elle a réussi à avoir des milliers de vues et à conquérir le cœur de plusieurs fans dans le monde. La présidente de l'association JCD, Mlle Assih Anny Peguizimam a indiqué la JCD a décidé d'accompagner Pénola, une créatrice de contenu afin de faire comprendre aux jeunes filles que l'entrepreneuriat est important surtout l'entrepreneuriat féminin pour créer votre propre marque et de les vendre. Selon elle, cette rencontre

entre dans la droite ligne de la feuille de route gouvernementale 2020-2025. « Etant présidente de JCD avec un volet très ouvert sur le leadership féminin et l'entrepreneuriat de la jeune fille, nous ne pouvions qu'encourager cette initiative de Mlle Lawson. Aujourd'hui, Mlle Lawson présente ces parfums et explique à la jeune fille togolaise comment elle a commencé, son parcours et comment elle y est arrivée » a ajouté Mlle Assih. La rencontre a pris fin par la vente des gammes de parfum de marque Lawson Paris.

ATOP/SED/KYA

## Nouveau cadre de partenariat

## La Banque mondiale poursuit ses consultations avec le Togo

Au Togo, les différentes interventions du Groupe de la Banque mondiale se feront jusqu'en 2027, sur la base d'un nouveau mécanisme de collaboration. L'institution financière a poursuivi vendredi 27 janvier, ses consultations avec les principaux acteurs.

L'activité, organisée à la Primature, a réuni autour du Premier ministre, plusieurs membres de l'exécutif et des représentants de la Banque. Un point a particulièrement retenu l'attention : le Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS). L'ambition des différentes parties était notamment de réfléchir de manière concertée à la mise en œuvre de cette initiative pour le renforcement de la résilience dans cette région, confrontée à une menace sécuritaire. Pour appuyer les efforts du gouvernement, la banque a annoncé son intention de mobiliser 95 milliards FCFA au



profit des projets sociaux et économiques. Pour rappel, les consultations pour l'élaboration du nouveau Cadre de partenariat pour la période 2023-2027 ont démarré depuis l'année dernière. Le ré-

férentiel remplacera le précédent qui a couvert la période de 2017 à 2022, avec un financement de 1,28 milliards \$ engrangé par l'institution.

Avec Togo Officiel

## Le Togo en chiffres

## Principaux pays partenaires du Togo

| Principaux clients (% des exportations) | 2020 | Principaux fournisseurs (% des importations) | 2020 |
|---|------|--|------|
| Burkina Faso                            | 13,8 | Chine  | 20,3 |
| Mali                                    | 13,0 | France                                       | 8,6  |
| Bénin                                   | 10,0 | Inde   | 7,5  |
| Niger                                   | 8,5  | Ghana  | 5,6  |
| Ghana                                   | 8,1  | Japon  | 4,3  |
| Inde                                    | 7,5  | Nigéria                                      | 3,6  |
| Côte d'Ivoire                           | 6,4  | Allemagne                                    | 3,5  |
| France                                  | 5,7  | Turquie                                      | 3,3  |

|  |        |        |        |        |     |
|--|--------|--------|--------|--------|-----|
| Solde courant externe (en % du PIB)  | -3,3 % | -5,9 % | -1,1 % | -1,7 % | FMI |
| Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services) | 5,8    | 5,3    | 4,5    | 4,5    | FMI |

| Indicateurs du commerce extérieur                            | 2016 | 2017  | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|------|-------|------|------|------|
| Commerce extérieur (en % du PIB)                             | 66,9 | 58,1  | 56,7 | 54,4 | 52,9 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD)           | -965 | -644  | -782 | -757 | n/a  |
| Balance commerciale (services inclus) (millions USD)         | -822 | -502  | -626 | 596  | n/a  |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 1,0  | -11,4 | 5,3  | 1,4  | 0,8  |
| Exportations de biens et services (croissance annuelle en %) | 6,7  | -0,7  | 2,0  | 2,1  | -4,7 |
| Importations de biens et services (en % du PIB)              | 40,0 | 32,9  | 32,7 | 31,3 | 31,1 |
| Exportations de biens et services (en % du PIB)              | 26,9 | 25,3  | 23,9 | 23,1 | 21,8 |

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

## Profil commercial

| Valeurs du commerce extérieur           | 2016  | 2017  | 2018  | 2019  | 2020  |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD)    | 2.382 | 1.874 | 2.116 | 2.091 | 2.166 |
| Exportations de biens (millions USD)    | 1.290 | 1.016 | 1.080 | 1.055 | 1.008 |
| Importations de services (millions USD) | 397   | 427   | 464   | 447   | 407   |
| Exportations de services (millions USD) | 530   | 531   | 589   | 576   | 451   |

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

**AMF-UMOA**Autorité des Marchés Financiers de  
l'Union Monétaire Ouest Africaine

DECISION N° AMF-UMOA / 2022 / 269 -

PORTANT AGREMENT DU FONDS COMMUN DE PLACEMENT (FCP) Wafa  
ASSURANCE UEMOA EN QUALITE D'ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF EN  
VALEURS MOBILIERES (OPCVM) SUR LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL DE L'UMOA

L'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA,

- Vu** le Traité révisé de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) du 12 juillet 2019, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2022, modifiant la dénomination du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF) ;
- Vu** la Convention du 03 juillet 1996 portant création du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers, notamment son Annexe portant composition, organisation, fonctionnement et attributions du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- Vu** le Règlement Général n° 001/97 du 28 novembre 1997 relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu** la Décision n° CM/08/09/2021 portant modification des articles 72, 82 et 83 du Règlement relatif à l'Organisation, au Fonctionnement et au Contrôle du marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu** la Décision n° 004 du 29/04/2021/CM/UMOA portant nomination du Président du Conseil Régional de l'Épargne Publique et des Marchés Financiers ;
- Vu** la Décision n° CREPMF/PCR/2018/01 du 13 juin 2018 portant modification de la Décision n° 77/P-CREPMF/39-2002 portant délégation de pouvoirs du Conseil Régional au Comité Exécutif et au Président du Conseil ;
- Vu** l'Instruction n° 66/CREPMF/2021 du 16 décembre 2021 relative aux Organismes de Placement Collectif et à leurs Sociétés de Gestion sur le marché financier régional de l'UMOA ;
- Vu** la demande d'agrément du Fonds Commun de Placement (FCP) Wafa ASSURANCE UEMOA présentée par la Société Attijari Asset Management, en date du 16 novembre 2022 ;
- Vu** les délibérations de l'AMF-UMOA lors de la 78<sup>ème</sup> réunion du Comité Exécutif tenue le 21 décembre 2022 ;

## DECIDE

Décision n° AMF-UMOA / 2022 / 269 -

Article 1<sup>er</sup>

Le Fonds Commun de Placement (FCP) Wafa ASSURANCE UEMOA est agréé en qualité d'Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) sur le marché financier régional de l'UMOA.

L'agrément du FCP Wafa ASSURANCE UEMOA est enregistré sous le numéro FCP/2022-02.

## Article 2

Le FCP Wafa ASSURANCE UEMOA présente les principales caractéristiques ci-après :

|                              |  |
|------------------------------|--|
| Dénomination                 | Wafa ASSURANCE UEMOA   |
| Type                         | Fonds Commun de Placement (FCP)  |
| Promoteurs                   | Attijari Asset Management, Wafa ASSURANCE VIE SENEGAL, Wafa ASSURANCE SA SENEGAL, Wafa ASSURANCE VIE COTE D'IVOIRE et Wafa ASSURANCE COTE D'IVOIRE   |
| Objet                        | Gestion d'un portefeuille collectif de valeurs mobilières  |
| Valeur liquidative de départ | 10 000 FCFA  |
| Forme des parts              | Titres dématérialisés au porteur, nominatifs et inscrits au compte du souscripteur ouvert auprès de la SGI Attijari Securities West Africa   |
| Dépositaire                  | Attijari Securities West Africa (ASWA)   |
| Société de Gestion d'OPCVM   | Attijari Asset Management  |
| Commissaires aux comptes     | Titulaire : Mazars Sénégal, représenté par Monsieur Talbou MBAYE<br>Suppléant : Deloitte Sénégal, représenté par Madame Dicko Sely DIOP SECK   |
| Orientations de placement    | Le FCP Wafa ASSURANCE UEMOA est un Fonds « Obligations et Autres titres de créances » qui investit : <ul style="list-style-type: none"> <li>70% au moins de son actif net, hors liquidités en : <ul style="list-style-type: none"> <li>Emprunts obligataires ayant fait l'objet d'appel public à l'épargne ou par placement privé au sein de l'Union et autorisés par l'AMF-UMOA ;</li> <li>Bons, obligations du trésor assimilables et emprunts obligataires garantis par un Etat de l'Union ;</li> <li>Valeurs mobilières représentant des titres de créances émis par les États membres de l'Union ;</li> <li>Valeurs mobilières émises sur le marché monétaire ;</li> </ul> </li> <li>10% maximum de son actif net en « Actions », cotées à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) ou sur tout autre marché réglementé en fonctionnement régulier et ouvert au public au sein de l'UMOA ;</li> <li>10% maximum de son actif net en parts de FCTC (Fonds Commun de Titrisation de Créance) autorisés par l'AMF-UMOA ;</li> <li>10% maximum de son actif net sur d'autres titres d'OPCVM,</li> <li>20% maximum de son actif dans des dépôts placés auprès d'un même établissement de crédit et/ou en liquidité.</li> </ul> <p>Toutefois, le Fonds pourra être investi à concurrence de 10% au maximum de ses actifs dans des valeurs mobilières ou instruments financiers autres que ceux précités.</p> |
| Horizon de placement         | Trois (3) ans  |
| Valorisation                 | Hebdomadaire, tous les vendredis   |

Décision n° AMF-UMOA / 2022 / 269

|                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Valorisation                          | Hebdomadaire, tous les vendredis   |
| Affectation de revenus                | Distribution totale des sommes distribuables   |
| Souscripteurs visés                   | Institutionnels et compagnies d'assurances   |
| Lieux de souscription/rachat          | Les souscriptions et rachats sont reçus à la SGO Attijari Asset Management et aux guichets des agents placeurs au niveau du réseau de distribution/commercialisation.  |
| Modalités de souscription             | Les souscriptions sont effectuées en numéraires et uniquement en nombre entier de parts. Toutefois, les apports de valeurs mobilières pourront être acceptés selon l'appréciation du gestionnaire du Fonds et doivent faire l'objet de certification par le Commissaire aux comptes.<br>Les demandes de souscription sont reçues chaque jour ouvré de 7h30 GMT à 16h30 GMT, sauf le vendredi au plus tard à onze (11) heures, au siège de la Société de Gestion, à Attijari Securities West Africa ainsi qu'à tous les guichets des agents placeurs au niveau du réseau de distribution/commercialisation.<br>Les demandes de souscription sont réalisées sur la base de la valeur liquidative du Fonds au jour d'exécution de la souscription augmentée éventuellement des droits d'entrée. Le prix de souscription correspond à la première VL calculée après l'heure et la date limite de centralisation des ordres. Les souscriptions sont de ce fait traitées à valeur liquidative inconnue. Celles reçues le vendredi après 11 heures sont traitées la période suivante.<br>Tout ordre de souscription accepté, entraînera la constitution par l'agent placeur d'une provision d'un montant égal à la valeur liquidative de la part multipliée par le nombre de parts souscrites et augmentée d'éventuelles commissions de souscription ou droits d'entrée.  |
| Modalités de rachat                   | Les demandes de rachat sont reçues chaque jour ouvré de 7h30 GMT à 16h30 GMT, sauf le vendredi au plus tard à onze (11) heures, au siège de la Société de Gestion, à Attijari Securities West Africa ainsi qu'à tous les guichets des agents placeurs au niveau du réseau de distribution/commercialisation. Les porteurs de parts du FCP peuvent procéder à un rachat partiel ou total. Ces derniers doivent impérativement indiquer la date et le nombre de parts à racheter.<br>Les demandes de rachat sont réalisées sur la base de la valeur liquidative du Fonds au jour d'exécution du rachat diminuée éventuellement des droits de sortie. Le prix de rachat correspond à la première VL calculée après l'heure et la date limite de centralisation des ordres. Les rachats sont de ce fait traités à valeur liquidative inconnue. Ceux reçus le vendredi, après 11 heures, sont traités le lundi matin.<br>Les demandes de rachat sont acheminées par les membres du réseau distributeur à Attijari Securities West Africa.<br>Le délai entre la date de centralisation de l'ordre de rachat et la date de règlement de cet ordre par le Dépositaire au porteur est de 05 jours ouvrés. Si un ou plusieurs jours fériés bancaires s'intercalent dans ce cycle de règlement, alors ce dernier sera décalé d'autant.<br>Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif devient inférieur à cent (100) millions de FCFA.<br>Par ailleurs, la SGO a mis en place le plafonnement des rachats qui consiste à ne pas exécuter en totalité les ordres de rachat centralisés sur une même valeur liquidative en cas de circonstances exceptionnelles dégradant la liquidité sur les marchés financiers et si l'intérêt des porteurs de parts le commande. |
| Frais de fonctionnement et de gestion | <ul style="list-style-type: none"> <li>Frais de gestion financière : 0,35%, HT de l'actif net</li> <li>Commission Dépositaire : 0,1% HT de la valeur du portefeuille en conservation</li> <li>Frais du Commissaire aux comptes : Néant, à la charge de la SGO</li> <li>Redevance annuelle de l'AMF-UMOA : Néant, à la charge de la SGO</li> <li>Commission sur actifs reversée à l'AMF-UMOA : 0,01% de l'actif sous gestion, hors OPC et liquidité</li> <li>Commission de surperformance : Néant</li> </ul>  |

Décision n° AMF-UMOA / 2022 / 269

|  |       |
|--|-------|
| Commission de souscription non acquise à l'OPCVM | Néant |
| Commission de souscription acquise à l'OPCVM     | Néant |
| Commission de rachat non acquise à l'OPCVM       | Néant |
| Commission de rachat acquise à l'OPCVM           | Néant |

## Article 3

Le Prospectus du FCP Wafa ASSURANCE UEMOA est visé sous le numéro FCP/2022-02/P-01-2022.

## Article 4

Toute modification portant sur les éléments caractéristiques qui figurent dans le dossier initial de la demande d'agrément doit être soumise à l'approbation préalable de l'AMF-UMOA.

## Article 5

La Décision portant agrément du FCP Wafa ASSURANCE UEMOA doit faire l'objet de publication au Bulletin Officiel de la Cote (BOC) de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) au plus tard 90 jours après sa notification.

## Article 6

La présente Décision prend effet à compter de sa date de signature.

Fait à Abidjan, le 23 DEC 2022.

Pour l'Autorité des Marchés  
Financiers de l'UMOA,  
Le Président

Badanam PATON  
Le Président  
01 B.P. 1878  
ABIDJAN 01  
Conseil Régional de l'Épargne Publique  
des Marchés Financiers

Avenue Joseph ANOMA  
01 B.P. 1878 Abidjan 01/Côte d'Ivoire  
Site web: <http://www.amf-umoa.org>

Tél.: (225) 27 20 21 57 42 / 27 20 31 56 20  
Fax: (225) 27 20 33 23 04  
Email: [sg@amf-umoa.org](mailto:sg@amf-umoa.org)

4/4

## Sommet Dakar 2

## Partage d'expériences de transformation du secteur agricole

Les chefs d'État de Centrafrique Faustin Archange Touadéra, de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi, de la Guinée-Bissau Umaro Sissoco Embaló, du Burundi Évariste Ndayishimiye, la vice-présidente du Gabon Rose Christiane Ossouka Raponda, le chef du gouvernement du Maroc Aziz Akhannouch et le Premier ministre des Comores Bianrifi Tharmidhi ont témoigné de la manière dont des investissements pertinents ont transformé le secteur agricole de leurs pays.



Le président du Burundi Évariste Ndayishimiye accueilli au sommet de Dakar 2 par Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement. Il est l'un des 34 dirigeants à participer à ce sommet sur l'alimentation et l'agriculture en Afrique.

## ● Nicole ESSO

Le Sommet Dakar 2 – qui s'est tenu sur le thème « Nourrir l'Afrique : souveraineté alimentaire et résilience » – est une occasion pour ces chefs d'État de faire le point et de partager leurs expériences sur leurs politiques agricoles respectives. S'exprimant souvent avec passion, ces dirigeants, pour beaucoup nés de parents agriculteurs et éleveurs, ont évoqué les efforts qu'ils déploient pour développer le secteur agricole. Ils n'ont pas manqué de lancer un appel au pied aux investisseurs privés et aux institutions financières pour les aider à développer ce secteur dont dépend la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leurs populations.

## RDC : pain à base de manioc

Pays riche en ressources minières, la République démocratique du Congo a opéré un changement de paradigme depuis 2019 en mettant désormais l'accent sur l'agriculture pour que le sol prenne sa « revanche sur le sous-sol ». Cette emprise des ressources minières a longtemps empêché le pays de se développer véritablement. Le budget de l'agriculture a été doublé et le budget global du pays quadruplé depuis 2019. La RDC investit massivement dans la production de manioc qui intervient désormais pour 10 % dans la fabrication du pain. La production de manioc permet aujourd'hui à la RDC de réaliser 10 à 20 millions de dollars environ d'économie sur l'importation du blé, selon le président Tshisekedi. Le pays investit aussi dans la culture du soja, essentiel pour lutter contre la malnutrition et pour l'alimentation du bétail. « La

République démocratique du Congo est en marche. Nous avons identifié huit sites, où l'on va développer des zones de transformation agroindustrielles », a indiqué le président Tshisekedi.

## Centrafrique : engrais gratuits aux cultivateurs de coton

En Centrafrique où le coton contribue fortement à la formation du PIB, le gouvernement encadre les petits exploitants et appuie les producteurs dans la mécanisation agricole. L'État apporte gratuitement les engrais aux producteurs car le secteur du coton joue un effet levier dans la production vivrière. « Nous pensons que d'ici quelques années, nous atteindrons 6 millions d'hectares d'exploitation agricole », a déclaré le président Touadéra.

## Guinée-Bissau : rendements de riz en hausse

La Guinée-Bissau, riche en terres très fertiles, investit prioritairement dans la production de riz, de manioc et de patate douce et commence à en récolter les fruits. Elle exporte une partie de sa production de patate au Sénégal voisin. « La Guinée Bissau est une petite économie mais avec l'appui de la communauté internationale notamment de la Banque africaine de développement, nous sommes en train de construire une politique agricole plus intense. Nous parviendrons d'ici 2025 à augmenter nos rendements de riz qui est une denrée de base au même titre que le manioc et la patate douce », a assuré le président Embaló.

## Burundi : engrais sub-

## ventionnés à hauteur de 70 %

Usant d'un lexique militaire, Évariste Ndayishimiye, estime que « le combat contre la faim et la pauvreté est un combat noble qui est facile à gagner si nous sommes ensemble et déterminés. » À travers le programme, « chaque bouche doit avoir à manger et chaque poche doit avoir de l'argent ». Le Burundi a organisé les paysans dans des groupements productifs et dispose aujourd'hui de « bataillons de combat contre la faim et la pauvreté » à qui le gouvernement fournit intrants agricoles, semences, engrais et biopesticides. Le gouvernement a également créé une Banque nationale de développement économique, une banque de développement pour les jeunes et une autre pour les femmes ainsi qu'un fonds de garantie et d'accompagnement pour les jeunes qui ne disposent pas de garanties auprès des banques. Chaque coopérative agricole a reçu 10 millions de francs burundais pour accéder aux intrants agricoles et le gouvernement subventionne pour 70 % les engrais, les 30 % étant supportés par les producteurs. Le principal défi du Burundi demeure la transformation, la conservation et la commercialisation des produits agricoles pour permettre aux paysans de tirer des revenus substantiels de leur production, selon le président Ndayishimiye.

## Maroc : 1 million d'hectares pour les jeunes

Au cours de la dernière décennie, le Maroc a investi dans le cadre du « Plan Maroc vert » – qui s'est ter-

miné en 2020 – 13 milliards de dollars dont 4 milliards provenaient des institutions financières. Cela a permis d'obtenir une croissance agricole de 5 %, y compris pendant les années de sécheresse, a indiqué le chef du gouvernement marocain, Aziz Akhannouch. « Pour nous, l'investissement est au cœur de l'équation. Il regroupe les semences, la mécanisation, les engrais, le foncier, la formation, la recherche. C'est le plus important si on veut avoir une productivité et de la valeur ajoutée », a-t-il souligné. Il a ajouté que le pays a déjà créé 4 agropoles dans le cadre de ce programme. Il a annoncé que le roi Mohamed VI venait de lancer un nouveau programme dénommé « Génération Green » qui va permettre d'assurer la sécurité sociale des agriculteurs et d'améliorer l'employabilité des jeunes avec 1 million d'hectares qui leur seront octroyés. De même, le programme vise à faire entrer 400 000 familles dans la classe moyenne.

## Gabon : réduire les importations alimentaires de 50 %

« Le Gabon a une biodiversité exceptionnelle mais paradoxalement, le secteur agricole ne représente que 5 % du PIB et le pays im-

porte près de 450 milliards de francs CFA de produits alimentaires et 20 % de la population est employée dans le secteur agricole », a analysé la vice-présidente du pays, Rose Christiane Ossouka Raponda. Elle a annoncé que le gouvernement voulait renverser la tendance et permettre à l'agriculture de contribuer davantage à la constitution du PIB et à long terme exporter des produits agricoles transformés sur place. Lancement un « vibrant appel à tous les partenaires qui œuvrent dans le secteur alimentaire à venir au Gabon », Rose Christiane Ossouka Raponda a indiqué que le gouvernement avait mis en place des mesures pour améliorer le climat des affaires avec des avantages fiscaux et douaniers. « Une loi d'orientation a été mise en place qui stipule que pour accéder au marché local, 50 % des produits agricoles doivent être locaux, l'objectif étant de faire en sorte que la contribution du secteur agricole dans la formation du PIB passe de 5 % à 20 % et que les importations soient réduites de 50 % », a-t-elle indiqué.

## Comores : juguler l'inflation alimentaire

L'Union des Comores fait face à une inflation des produits agricoles et pour le Premier ministre Bianrifi

Tharmidhi, le gouvernement comorien actionne plusieurs solutions pour juguler l'inflation des produits vivriers et de rente. « Nous avons mobilisé plus de 30 millions d'euros pour développer le secteur agricole », a déclaré M. Tharmidhi.

## Éthiopie : exportateur de blé

L'Éthiopie a réussi une forte transformation de son secteur agricole malgré d'énormes défis liés à la faible compétitivité et à la faible productivité, dues à une faible adoption de la technologie, de faibles financements et des problèmes liés au changement climatique. Le pays a doublé son budget agricole au cours des quatre dernières années et aujourd'hui, le pays a atteint son autosuffisance alimentaire en blé et veut désormais en exporter dans la région. Selon son ministre chargé du Plan Festa Masefa, l'Éthiopie produit 25 millions de quintaux de blé grâce à l'irrigation, elle dispose de 1 million d'hectares irrigués pour la saison sèche et peut désormais récolter du blé en 90 jours. Le pays a investi dans la mécanisation, la sécurisation du domaine foncier pour les paysans (femmes et hommes) et a mené une politique d'organisation des producteurs regroupés en coopératives.

## Nigeria

## Une nouvelle unité de transformation de riz dans l'État de Katsina

Au Nigeria, le riz est l'une des denrées les plus consommées. L'exécutif, qui vise l'autosuffisance en ce qui concerne cette céréale, encourage les investissements des opérateurs privés sur le segment de la transformation.

Au Nigeria, le président Muhammadu Buhari a procédé le 26 janvier dernier à l'inauguration de la rizerie de Darma située dans l'État de Katsina. Cette nouvelle unité a été construite par l'homme d'affaires nigérian Alhaji Dahiru Barau Mangal. Dotée d'une capacité de traitement annuelle de 250 000 tonnes de paddy, à raison de 120 tonnes par jour, l'usine devrait permettre selon les autorités, de créer plus de 100 000 emplois directs et indirects sur la chaîne de valeur rizicole. Elle dispose pour son approvi-



sionnement en énergie, d'une centrale électrique de 3,2 MW qui sera alimentée par les balles de riz (sous-produit dérivé du décorticage). Plus globalement, il s'agit d'un nouveau coup de pouce à la capacité d'usinage de l'industrie locale, qui avait déjà vu l'entrée en service le 23 janvier dernier de l'usine de

riz d'Imota, la plus grande rizerie d'Afrique. Selon des données datant de 2022 du Département américain de l'agriculture (USDA), le Nigeria transforme 70% de sa production totale de paddy évaluée à 8 millions de tonnes par an.

Avec Agence Ecofin



lundi 30 janvier 2023

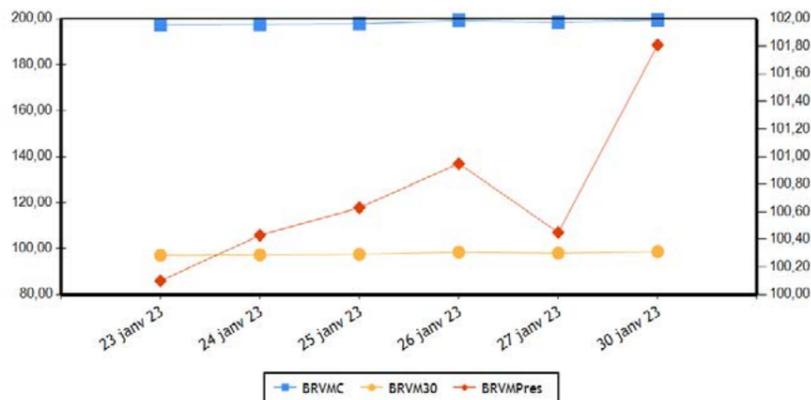
N° 21

|                       |               |
|-----------------------|---------------|
| <b>BRVM COMPOSITE</b> | <b>199,44</b> |
| Variation Jour        | 0,46 % ↑      |
| Variation annuelle    | -1,86 % ↓     |

|                    |              |
|--------------------|--------------|
| <b>BRVM 30</b>     | <b>98,71</b> |
| Variation Jour     | 0,68 % ↑     |
| Variation annuelle | -1,29 % ↓    |

|                      |               |
|----------------------|---------------|
| <b>BRVM PRESTIGE</b> | <b>101,81</b> |
| Variation Jour       | 1,35 % ↑      |
| Variation annuelle   | 1,81 % ↑      |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions   | Niveau            | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 7 419 596 568 665 | 0,46 %     |
| Volume échangé (Actions & Droits)                 | 82 892            | 3,48 %     |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)        | 160 232 765       | -35,06 %   |
| Nombre de titres transigés                        | 40                | -9,09 %    |
| Nombre de titres en hausse                        | 14                | 0,00 %     |
| Nombre de titres en baisse                        | 15                | 15,38 %    |
| Nombre de titres inchangés                        | 11                | -35,29 %   |

## PLUS FORTES HAUSSES

| Titres                    | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---------------------------|-------|------------|----------------|
| SAPH CI (SPHC)            | 5 500 | 6,80 %     | 10,11 %        |
| ONATEL BF (ONTBF)         | 3 395 | 5,93 %     | 6,09 %         |
| FILTISAC CI (FTSC)        | 1 350 | 5,47 %     | -15,63 %       |
| SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC) | 1 350 | 3,45 %     | 4,25 %         |
| SOGB CI (SOGC)            | 5 475 | 3,30 %     | -3,44 %        |

## INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur     | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|--------|------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE                 | 10                 | 101,81 | 1,35 %     | 1,81 %         | 52 376 | 67 557 710 | 6,05      |
| BRVM-PRINCIPAL                | 36                 | 95,96  | 0,16 %     | -4,04 %        | 30 516 | 92 675 055 | 9,41      |

## INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur   | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur     | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|--------|------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE           | 11                 | 93,78    | -1,04 %    | -10,02 %       | 3 928  | 6 717 260  | 24,96     |
| BRVM - SERVICES PUBLICS    | 5                  | 487,35   | 0,36 %     | -0,38 %        | 8 763  | 69 979 425 | 9,06      |
| BRVM - FINANCES            | 15                 | 74,32    | 0,55 %     | -1,58 %        | 53 854 | 45 709 410 | 6,92      |
| BRVM - TRANSPORT           | 2                  | 316,64   | -0,38 %    | -7,33 %        | 10 127 | 12 661 870 | 5,04      |
| BRVM - AGRICULTURE         | 5                  | 284,85   | 3,40 %     | 0,45 %         | 3 309  | 20 579 900 | 5,49      |
| BRVM - DISTRIBUTION        | 7                  | 342,49   | 0,03 %     | -4,48 %        | 2 356  | 4 030 050  | 25,06     |
| BRVM - AUTRES SECTEURS     | 1                  | 1 233,88 | 1,01 %     | 5,26 %         | 555    | 554 850    | 12,01     |

| Indicateurs                         | BRVM COMPOSITE |
|-------------------------------------|----------------|
| PER moyen du marché                 | 7,95           |
| Taux de rendement moyen du marché   | 7,75           |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 8,71           |
| Nombre de sociétés cotées           | 46             |
| Nombre de lignes obligataires       | 113            |
| Volume moyen annuel par séance      | 420 252,00     |
| Valeur moyenne annuelle par séance  | 802 403 450,34 |

| Indicateurs                      | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité         | 2,83           |
| Ratio moyen de satisfaction      | 14,93          |
| Ratio moyen de tendance          | 527,02         |
| Ratio moyen de couverture        | 18,97          |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,01           |
| Prime de risque du marché        | 6,68           |
| Nombre de SGI participantes      | 28             |

## Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



## Francfort

## La BCE va de nouveau relever ses taux d'intérêt

Sans scrupule, la Banque centrale européenne présidée par Christine Lagarde s'apprête à effectuer un nouveau resserrement des taux, jeudi.

La Banque centrale européenne va de nouveau relever ses taux d'intérêt, jeudi, et laisser entrevoir d'autres hausses face à une inflation restant trop élevée, d'autant que l'amélioration du climat économique lui enlève des scrupules à durcir le cap monétaire. Après de longues années d'argent pas cher, l'institution présidée par Christine Lagarde mène depuis l'été une politique choc de taux d'intérêt destinée à refroidir l'activité économique, dans l'espoir de dompter l'envolée des prix déclenchée par la guerre russe en Ukraine. Le retour d'un calme relatif sur les marchés de l'énergie a permis à l'inflation de reculer pour le deuxième mois consécutif en décembre, à 9,2%, en restant cependant très au-dessus de l'objectif de 2%. Une ombre au tableau: l'inflation «sous-jacente» – hors énergie, alimentation, alcool et tabac – a de nouveau augmenté en décembre, à 5,2%. La hausse des tarifs d'énergie contamine toute l'économie, tandis que des hausses sensibles des salaires, pour combler les pertes de pouvoir d'achat, sont attendues cette année. Côté bonnes surprises, des indicateurs récents apaisent les craintes pour l'économie européenne, qui pourrait échapper cet hiver à une récession pourtant jugée inévitable il y a peu. Grâce à une amélioration des chaînes d'approvisionnement, la réouverture de la Chine, après les restrictions sanitaires et les aides gouvernementales en zone euro, l'activité s'est reprise en janvier, après six mois de contraction, selon le dernier indice PMI de S&P Global.

## Engagement de décembre

Entre résilience de l'économie et persistance de l'inflation sous-jacente, Christine



Lagarde «n'a pas d'autre choix que de réaffirmer», lors de la politique monétaire de jeudi, «son engagement du mois de décembre, à délivrer une hausse de taux de 0,5 point de pourcentage, qui devrait se poursuivre au mois de mars», déclare à l'AFP Frederik Ducrozet, chef économiste chez Pictet. Cette nouvelle hausse portera le taux rémunérant les liquidités bancaires non distribuées en crédit à 2,5% et celui sur les opérations de refinancement à court terme à 3,0%, au plus haut depuis novembre 2008. «La raison d'une hausse des taux de 0,50 point est claire: le travail de la BCE est loin d'être terminé» pour faire baisser l'inflation, résume Carsten Brzeski, économiste chez ING. À la Réserve fédérale américaine (Fed), plus avancée dans le cycle de resserrement monétaire, les responsables anticipent des hausses plus modestes de 25 points de pourcentage à l'issue de la réunion de cette semaine, puis en mars. Les signes de récession se renforcent outre-Atlantique et l'inflation ralentit, laissant augurer de «baisse de taux plus tard dans l'année», croient les économistes d'ING. La BCE devra, elle, augmenter ses taux «à un rythme soutenu» pour atteindre «des niveaux suffisamment restrictifs», c'est-à-dire pénalisants pour l'activité, et «y rester aussi longtemps que nécessaire» pour vaincre la forte inflation, a récemment

prévenu Mme Lagarde. La consommation se maintenant à haut niveau, l'institut voudra «suppléer l'absence de correction spontanée de la demande», élément clé pour le recul des prix, explique à l'AFP Gilles Moec, chef économiste chez Axa.

## L'inflation comme boussole

Si la hausse des taux de 0,5 point, jeudi, ne fait aucun doute, «le principal sujet d'intérêt sera tout message sur la manière dont les taux augmenteront au-delà», selon Andrew Kenningham, chez Capital Economics. Les avis en la matière divergent entre membres du Conseil des gouverneurs de la BCE. Parmi les «faucons» adeptes d'un cours monétaire restrictif, le président de la Banque fédérale d'Allemagne Joachim Nagel ne serait pas «surpris» si les taux d'intérêt poursuivaient leur remontée après mars, a-t-il déclaré au magazine Der Spiegel. Chez les «colombes» prônant une approche plus souple, Fabio Panetta, membre du directoire de la BCE, s'est dit opposé à «toute orientation inconditionnelle» sur les taux au-delà de février. Le rythme et le calendrier du resserrement monétaire après mars «dépendront de la conjoncture mondiale, entre ralentissement aux États-Unis et réouverture en Chine», conclut M. Ducrozet.

(AFP)

## Covid

## Roche lance un test sur le sous-variant d'Omicron XBB.1.5

Le groupe pharmaceutique bâlois Roche lance un test PCR, afin de faciliter la recherche sur le sous-variant d'Omicron XBB.1.5 qui se propage rapidement aux États-Unis.

La pharma rhénane Roche a annoncé jeudi lancer un test afin de faciliter la recherche sur le sous-variant d'Omicron XBB.1.5 qui se propage rapidement aux États-Unis. Développé avec sa filiale allemande TIB Molbiol, ce test PCR doit aider à comprendre et traquer ce variant du Covid-19 qui se répand



également rapidement dans d'autres pays, indique le groupe, dans le communiqué. Le test est destiné uni-

quement à la recherche. Nouveau directeur de la division Diagnostics, Matt Sause souligne dans le communiqué que ce test doit permettre de «comprendre cette nouvelle souche, comment elle diffère d'autres variants et quel impact elle pourrait avoir sur la santé publique.»

(AFP)

## Plan de croissance

## Londres vise une baisse de l'inflation

Jeremy Hunt, ministre britannique des Finances, a exposé une stratégie sur le long terme et balayé les appels aux baisses d'impôts pour le prochain budget, prévu en mars.

Le ministre britannique des Finances a présenté, vendredi, un plan de croissance pour l'économie du Royaume-Uni, promettant de profiter d'opportunités post-Brexit et gardant la priorité sur la lutte contre l'inflation, malgré les appels aux baisses d'impôts. Fustigeant le «déclinisme» dans un Royaume-Uni au bord de la récession, Jeremy Hunt a exposé une stratégie de long terme, focalisée sur les énergies vertes, les biotechnologies, les infrastructures, le numérique ou les industries créatives. Balayant les appels aux baisses d'impôts pour le prochain budget, prévu en mars, venus de son propre camp conservateur ces dernières semaines, le chancelier de l'Échiquier a affirmé que dans un contexte d'envolée des prix et de crise du coût de la vie, la «meilleure baisse d'impôts est une baisse d'inflation». L'inflation, justement, atteignait 10,5% le mois dernier dans le pays, proche de sommets en plusieurs décennies, mais a commencé depuis deux mois une légère décrue. En septembre et octobre, l'éphémère gouvernement de Liz Truss avait publié un budget de coupes d'impôts mas-



sives et d'aides colossales à l'énergie, qui avait secoué les marchés et forcé la Banque d'Angleterre à intervenir. Ce mal nommé «minibudget» avait provoqué une envolée des coûts d'emprunt du gouvernement, qui ne sont pas encore totalement retombés et ont fait bondir le coût de la dette britannique. L'économie réelle s'en ressent aussi avec des taux d'emprunt immobilier qui ont également grimpé.

## Régime fiscal «le plus compétitif»

À plus long terme, le ministre promet toutefois que son ambition est de doter le Royaume-Uni «du régime fiscal le plus compétitif parmi les principaux pays». Dans son discours prononcé, vendredi, au siège londonien de

l'agence Bloomberg, Jeremy Hunt a assuré que depuis 2010, l'activité économique britannique a crû plus rapidement que celle de l'Italie, la France ou le Japon, et que «depuis le référendum du Brexit, notre croissance est environ la même que celle de l'Allemagne». Il avait dit, en présentant son dernier budget, mi-novembre, sur la base de prévisions de l'organisme public OBR, que le pays était déjà entré en récession. Le PIB britannique a fait un peu mieux que prévu en novembre, affichant une légère progression pour le deuxième mois consécutif, mais selon les statistiques officielles, il s'est contracté de 0,3% sur les trois mois achevés fin novembre, par rapport aux trois précédents.

(AFP)

## Conjoncture

## L'économie espagnole résiste mieux que prévu

En 2022, la croissance a atteint 5,5% en Espagne. Ce chiffre, supérieur aux attentes, place le pays dans le peloton de tête des États les plus dynamiques de l'Union européenne.

Croissance robuste, chômage en baisse et fièvre inflationniste en voie de résorption: l'économie espagnole est parvenue l'an dernier à résister à la dégradation de la conjoncture mondiale, plaçant le pays dans une position plus confortable que prévu à moins d'un an des législatives. Selon une première estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques, la croissance espagnole a atteint 5,5% en 2022, en raison notamment de la nette reprise du tourisme après deux ans de crise sanitaire.

## Le chômage recule, les emplois en CDI explosent

Ce chiffre, supérieur aux prévisions du gouvernement (4,4%), mais aussi de la Banque d'Espagne (4,6%), place l'Espagne dans le peloton de tête des pays les plus dynamiques de l'UE, où la Commission européenne



s'attend à une croissance moyenne de 3,3%. Signe de cette bonne santé: le chômage a légèrement reculé pour atteindre 12,87% de la population active l'an dernier, avec une forte progression des emplois en CDI (+1,6 million), dopés par une réforme du marché du travail en vigueur depuis janvier. Contrairement à ce que prédisaient les «prophètes de l'apocalypse», nous avons aujourd'hui une croissance économique forte, l'inflation la plus faible d'Europe et un emploi record», s'est félicité sur Twitter, le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez.

## Exception ibérique

Voilà un an, la situation semblaient pourtant mal engagée

(AFP)

# Programme d'Excellence pour les Femmes en Afrique (PEFA) Témoignage de Mira Sandra GNONGBO



« Pour une première publication, je vous annonce une bonne nouvelle. »

« L'aventure du PEFA a été une très belle expérience pour ma personne en ce sens où j'ai grandi tant personnellement que professionnellement.

Il y a 2 ans quand je me lançais dans cette aventure, je n'aurais jamais imaginé arriver à cette hauteur à laquelle je suis aujourd'hui.

Mais au-delà de tout, j'en ressors transformée et au-delà de tout très RECONNAISSANTE pour toutes les belles choses que j'ai eu à vivre... J'ai rencontré de très belles âmes qui m'inspirent de par leurs histoires, leur détermination et leur désir d'excellence... ce mot qui est devenu aujourd'hui notre leitmotiv. Ce fut une belle collaboration avec toutes les teams Dans mon désir d'assurer le bien-être des jeunes de ma communauté, je m'aligne dans la vision du projet #VENUS, une startup centrée sur les jeunes ayant pour objectifs de créer un cadre sain d'échanges et d'accompagnement pour les jeunes sur la problématique de la santé sexuelle et reproductive. Projet qui, à l'issue du concours Women Entrepreneurship a été sélectionné parmi le Top 3.

Aujourd'hui je suis fière de travailler en tant que Co-fondatrice aux côtés de Nadiath PEREIRA.

Je tiens à remercier toutes les personnes qui de près ou de loin ont apporté une pierre à la construction de cet édifice. Je tiens tout particulièrement à remercier ShARE - Growing a new generation of leaders et tout son staff, de l'équipe dirigeante à nos Projects Leads en

passant par nos Projects Managers sans qui ceci ne serait pas possible.

Remerciement réitéré à Son Excellence Mme le Premier Ministre pour avoir accompagné le Programme d'Excellence pour les Femmes en Afrique (PEFA), qui nous a permis aujourd'hui d'en arriver là.

Merci également à toutes les personnes qui nous ont aidé de par leur conseil, leur disponibilité.

Et enfin merci à nos très chères collègues du programme (PEFA), qui à aucun moment n'ont douté de VENUS

Merci à tous et à chacun, l'aventure ne vient que de commencer. »

*Mira Sandra GNONGBO est Co-founder Venus\_fyng /Juriste Master en droit privé /  
Analyse Junior ShARE PEFA-Togo*



## HOROSCOPE finance

**Bélier** Tout ne sera pas rose sur le plan financier. Vous aurez probablement de sérieux problèmes de trésorerie parce que vous avez manqué de rigueur dans la gestion de votre budget. Concernant vos spéculations, la prudence s'imposera. Sachez patienter sans enrager. Un déblocage bénéfique pourrait intervenir si vos projets restent intelligents et raisonnables. En attendant, évitez absolument de laisser l'argent filer entre vos doigts.

**Taureau** J De nombreuses activités liées aux finances seront particulièrement favorisées cette fois, notamment le commerce et les voyages. Des transactions immobilières pourront enfin aboutir comme vous le souhaitiez.

**Gémeaux** Excellente journée pour organiser quelques discussions au sujet de vos finances, et de vos placements si vous en avez. Méditez les conseils qu'on vous donnera et suivez-les. De bonnes affaires sont possibles actuellement. D'autre part, n'hésitez pas à embellir votre foyer sans pour autant vider votre compte en banque.

**Cancer** Efficacité ! Ce sera votre mot clé concernant vos finances. Vous vous arrangerez pour faire fructifier vos ressources matérielles et pour optimiser vos placements. Dans ce domaine, vous serez particulièrement bien inspiré.

**Lion** Côté finances, vous bénéficierez d'une très belle protection astrale. La chance va vous sourire. Voilà qui tombera à pic si vous envisagez une modification de votre vie professionnelle : n'étant pas soumis à une trop forte pression financière, vous pourrez choisir l'orientation qui vous convient, voire même prendre le temps de vous former dans une nouvelle branche.

**Vierge** Saturne en aspect dysharmonique ne sera guère favorable à la prospérité. Limitez au maximum les risques financiers, en maîtrisant vos envies d'achat et en refusant les opérations trop risquées.

**Balance** Attention aux inconséquences sur le plan financier. Ne cherchez pas à trop en faire uniquement pour paraître ; cela se retournerait contre vous à plus ou moins brève échéance. Comme Mercure vous inclinera à être trop sensible au prestige et à la situation, vous risquez fort de commettre des erreurs de jugement regrettables dans le domaine pécuniaire.

**Scorpion** Mercure s'occupera de vos finances cette fois. Profitez de la présence du maître de l'intelligence, de la communication et de la débrouillardise pour vous occuper de vos comptes, rencontrer votre banquier, négocier un emprunt ou l'étalement d'une dette, réorganiser vos placements. Bref, mettez vos cellules grises au service de l'amélioration de votre situation financière.

**Sagittaire** Grâce à Saturne, vous gérerez intelligemment votre situation financière, en dosant soigneusement la prudence et les risques. N'oubliez pas que la vigilance est toujours nécessaire dans ce domaine.

**Capricorne** Le climat astral sera des plus ambigus concernant vos finances. D'un côté, vous allez bénéficier du soutien du Soleil, qui va vous aider à améliorer votre équilibre budgétaire. Mais de l'autre, attention, la Lune, astre beaucoup moins facile à vivre, influencera aussi le secteur d'argent de votre thème. La Lune n'affectera pas le train de vie de tous les natifs ; mais pour quelques-uns d'entre eux, elle pourra provoquer une déception.

Jupiter, le maître de la chance et du succès, va avoir un effet très positif sur l'évolution de votre budget. Si vous avez des placements à faire, ce sera le moment de vous lancer : vous serez bien conseillé et ferez les bons choix.

**Verseau** En matière financière, ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

**Poissons** Saturne vous donnera l'habileté en matière de gestion financière. Vous alliez avec bonheur l'intuition au sens des réalités. Evitez cependant de prendre des risques excessifs.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT  
Nicole ESSO  
Junior AREDOLA  
Vivien ATAKPABEM  
Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

## Avis à manifestation d'intérêt

**OMCA-Togo renouvelle la base de données de ses fournisseurs**

L'Organisme de mise en œuvre du Millennium challenge account (OMCA-Togo) lance un avis à manifestation d'intérêt pour le renouvellement de la base de données de ses fournisseurs.



**ORGANISME DE MISE EN OEUVRE DU MILLENNIUM CHALLENGE ACCOUNT-  
TOGO (OMCA-TOGO)**

Financé par  
**LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Par le biais de la  
**MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION**

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR L'ACTUALISATION  
DU FICHIER FOURNISSEURS DE L'OMCA-TOGO**

\*\*\*

Avis à manifestations d'intérêt N° AMI 001/2023/OMCA-Togo/DG/DPM

**Date de lancement : 25 janvier 2023**

**Date et heure limites de dépôt des offres : 24 février 2023 à 17 h00 GMT**

Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation ("MCC") et le gouvernement de la République du Togo (le "gouvernement" ou le "GdT") ont conclu un programme de coopération en vue d'une assistance au titre du Millennium Challenge Account ("Accord de subvention") pour un montant d'environ 35 000 000 USD ("Financement MCC") afin de faciliter le développement et la mise en œuvre du Programme Seuil de Millennium Challenge Corporation (le "Programme Seuil") qui a été signé le 14 février 2019 entre la MCC et le GdT.

Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Organisme de mise en œuvre du Millennium Challenge Account -Togo (« OMCA-Togo » ou l'« Entité OMCA »), entend utiliser une partie du financement

MCC pour des paiements éligibles en vertu du Programme Seuil pour lequel est émis le présent avis à manifestation d'intérêts.

Le Programme Seuil proposé est conçu pour aider le gouvernement du Togo à mettre en œuvre des réformes politiques et institutionnelles dans deux domaines essentiels à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté : les technologies de l'information et de la communication (TIC) et le régime foncier (LRAP - Land Reform and Agricultural Productivity). Pour ce faire, le programme prévoit de :

- (1) améliorer l'accès des citoyens togolais à des services TIC de haute qualité et abordables en encourageant les investissements du secteur privé dans le secteur des TIC et en développant un régime réglementaire indépendant ;
- (2) élargir l'accès à la terre formalisée par la reconnaissance et la protection des droits fonciers légitimes.

Pour ce faire, plusieurs acquisitions sont prévues.

1- Le présent avis a pour objet l'actualisation du fichier fournisseurs de l'OMCA-Togo, afin de permettre aux opérateurs économiques de prendre part aux éventuelles demandes de cotations relatives aux acquisitions.

2- Ainsi, les opérateurs économiques évoluant dans les domaines d'activité énumérés (non exhaustifs) au point 3 ci-dessous, régulièrement installés et ayant les qualifications requises, sont invités à manifester leurs intérêts pour s'inscrire sur le fichier fournisseur de l'OMCA-Togo.

3- Les domaines de compétence recherchés sont les suivants (non exhaustifs) :

- Etudes et recherches de tout genre : études, contrôle technique ;
- Entretien et réparation des véhicules à quatre (04) et deux (02) roues ;
- Entretien et réparation des climatiseurs ;
- Fourniture de matériel, mobilier et équipements de bureau ;
- Fourniture de matériels informatiques et bureautiques ;
- Fourniture/entretien et réparation de matériels téléphoniques ;
- Fourniture/maintenance et réparation d'équipements médicaux ;
- Fourniture de véhicules à quatre (04) et deux (02) roues ;
- Fournitures de bureau et consommables informatiques ;
- Fournitures de tout genre ;
- Consommables de bureau ;
- Prestations d'hébergement, location de salle de réunion et autres ;
- Maintenance et réparation de matériels informatiques et bureautiques ;
- Prestations de service d'assurance du personnel, du matériel roulant, du bâtiment et des équipements ;
- Prestations de service d'audit et conseil ;
- Prestations de service de transport commercial ;
- Prestations de services de transit/douane/transport ;
- Prestations de service de consultant : élaboration de documents/politiques d'évaluation de projet, formations etc.... ;
- Recrutement de personnel ;
- Services traiteurs ;
- Service d'imprimerie et connexes ;
- Sérigraphie
- Travaux de réhabilitation, construction, menuiserie, électricité, plomberie, aluminium, etc.) ;
- Fourniture d'eau minérale ;
- Prestation de traduction (anglais-français) ;
- Toutes autres prestations de services ;
- Conception de spots audiovisuels ;
- Réalisation d'émissions radios
- Réalisation d'émissions télévisées ;
- Location de véhicules ;
- Travaux d'imprimerie / sérigraphie / infographie / Reprographie ;
- Photographie et reportage ;
- Réseaux et Télécommunications ;
- Entretien et nettoyage de Bâtiment ;
- Menuiserie bois / aluminium ;
- Soudure / chaudronnerie / aciérie ;
- Peinture ;
- Plomberie ;
- Quincaillerie ;
- Entretien des espaces verts ;
- Galerie d'art ;

- Vannerie ;
- Restauration / pâtisserie/ Service Traiteur ;
- Pharmacie ;
- Agence de voyage ;
- Agence de traduction de langues ;
- Déménagement / aménagement ;
- Hôtels et lieux de résidence ;
- Divers autres.

4- Le dossier de candidature pour les entreprises/sociétés sera composé :

i- **Des pièces administratives ci-après :**

- a) Copie légalisée de l'autorisation d'installation en cours de validité ou carte unique de création d'entreprise ;
- b) Copie légalisée de la carte d'opérateur économique ou toute pièce équivalente en cours de validité ;
- c) Copie légalisée de l'attestation d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier ;
- d) Copie légalisée de l'attestation de non faillite délivrée par le Tribunal de Première Instance de Première Classe de Lomé, tenant lieu de Tribunal de Commerce datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des manifestations d'intérêt ;
- e) Original du quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des manifestations d'intérêt ;
- f) Copie légalisée de l'attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) datant de moins de trois (03) mois à la date limite de dépôt des manifestations d'intérêt.

ii- **Du plan de localisation géographique de l'entreprise / société**

iii- **Du Formulaire de renseignements sur le Candidat ci-après :**

[Le Candidat remplit le tableau ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le tableau ne doit pas être modifié. Aucune substitution ne sera admise.]

Date : [Insérer la date (jour, mois, année) de remise de la manifestation d'intérêt]  
AMI No. : [Insérer les références de l'Avis d'Appel à Manifestation d'intérêt]

|  |  |
|--|--|
| 1. Nom du Candidat :   | [Insérer la dénomination légale du Candidat]                         |
| 2. En cas de groupement, noms de tous les membres :                        | [Insérer la dénomination légale de chaque membre du groupement]      |
| 3. Domaine de compétence / domaine d'activité du candidat :                | [Insérer le domaine de compétence ou d'activité]                     |
| 4. Pays où le Candidat est légalement enregistré au registre du commerce : | [Insérer le nom du pays d'enregistrement]                            |
| 5. Année d'enregistrement du candidat au registre du commerce :            | [Insérer l'année d'enregistrement]                                   |
| 6. Adresse officielle du Candidat dans le pays d'enregistrement :          | [Insérer l'adresse légale du Candidat dans le pays d'enregistrement] |
| 7. Renseignement sur le représentant dûment habilité du Candidat :         |  |
| Nom :  | [Insérer le nom du représentant du Candidat]                         |
| Adresse :  | [Insérer l'adresse du représentant du Candidat]                      |
| Téléphone/Fax :  | [Insérer le no de téléphone/fax du représentant du Candidat]         |
| Adresse électronique :   | [Insérer l'adresse électronique du représentant du Candidat]         |

**NB :**

- En cas de groupement, joindre la lettre d'intention de constituer un groupement ou l'accord de groupement.
  - Les informations mentionnées dans le formulaire devront être conformes à celles contenues dans les pièces administratives fournies.
- 5- Le dossier de candidature pour les consultants individuels sera composé de :
- Curriculum Vitae actualisé et signé,
  - Copies légalisées des documents attestant leur qualification (diplôme) et des références professionnelles attestant leurs expériences dans leurs domaines de compétences.

6- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations en écrivant aux adresses mails suivantes : [procurement@omcatogo.tg](mailto:procurement@omcatogo.tg) avec copie à [k.batchey@omcatogo.tg](mailto:k.batchey@omcatogo.tg) et à [s.pitta@omcatogo.tg](mailto:s.pitta@omcatogo.tg)

7- Les dossiers de candidature doivent être soumis par mail en indiquant la référence du dossier en objet à L'Agent de Passation des Marchés à l'adresse [procurement@omcatogo.tg](mailto:procurement@omcatogo.tg) avec copie à [k.batchey@omcatogo.tg](mailto:k.batchey@omcatogo.tg) et à [s.pitta@omcatogo.tg](mailto:s.pitta@omcatogo.tg) au plus tard le **24 février 2023 à 17 h 00 GMT**. Après réception d'un email (manifestation d'intérêt d'un candidat), vous recevrez un accusé de réception. Si vous n'avez pas reçu « un accusé de réception » veuillez resoumettre votre email ou nous contacter à l'adresse mail indiquée ci-dessus. Veuillez considérer le temps d'envoi d'un email et la taille des fichiers, **une manifestation d'intérêt reçue après la date et l'heure de soumission ne pourra pas être considérée**. Si vous jugez que le volume de votre manifestation d'intérêt est trop important et que vous souhaitez une plateforme de téléchargement pour votre manifestation d'intérêt, veuillez nous contacter par mail avant les dates et heures limites de

dépôt des offres et nous vous transmettrons un lien sécurisé pour télécharger votre manifestation d'intérêt.

NB : Aucun dossier physique ne sera accepté

Les manifestations d'intérêt remises en retard ne seront pas acceptées.

8- Toute contestation sera adressée par voie électronique à l'adresse suivante : [n.bougonou@omcatogo.tg](mailto:n.bougonou@omcatogo.tg) avec copie à [procurement@omcatogo.tg](mailto:procurement@omcatogo.tg) et [s.pitta@omcatogo.tg](mailto:s.pitta@omcatogo.tg); [k.batchey@omcatogo.tg](mailto:k.batchey@omcatogo.tg).

Lomé, le 24 janvier 2023

Le Directeur Général



*[Signature]*

Mme Jeanne BOUGONOU

**OMCA – TOGO, 05 BP 587, après la Cour d'appel de Lomé, non loin de l'agence CEET d'Agoè Cacavéli**  
[contact@omcatogo.tg](mailto:contact@omcatogo.tg) ; [www.omcatogo.tg](http://www.omcatogo.tg)

## Volontariat

## PITHO Eyawelem, un peintre en réussite

Dans le quartier Lama-Kolidé, nous allons à la rencontre d'Eyawelem. Dans un calme et tout souriant en plein labeur, pour donner une belle image à une maison, il peint les murs avec sa peinture. Ancien volontaire d'engagement citoyen de la phase 6 à Kara, Eyawelem est un peintre qui suscite de l'admiration par sa bravoure et la qualité de son travail. Il estime que le volontariat a apporté un changement dans sa vie. Son histoire, son parcours il s'en sert pour montrer aux jeunes de sa localité que tout est réalisable.

Orphelin des deux parents, depuis son enfance, Eyawelem a quitté très tôt les classes, faute de moyens financiers. À chaque fois que l'occasion se présente, il se bat pour se prendre en charge et pour bâtir un avenir meilleur. Très tôt, il a développé son amour pour la peinture des bâtiments. Son rêve était de devenir un jour un peintre professionnel. Pour parvenir à cette fin, il va alors s'armer de courage, de détermination et surtout de volonté. Il est aujourd'hui titulaire d'un certificat de fin d'apprentissage en peinture après un dur travail: « Mon ambition d'être un jour un grand peintre a commencé quand j'ai cessé l'école. J'ai alors commencé à suivre les chefs chantiers pour la réalisation de leur œuvre, c'est là que mon amour pour la peinture a commencé à se manifester plus fortement. Manquant les moyens pour me faire signer un contrat, j'ai ainsi sollicité un de mes patrons, de m'accepter comme apprenti en attendant que je sois capable d'honorer mes engagements.



Chose qu'il n'a pas refusé. J'ai fait trois ans d'apprentissage et il m'a présenté à l'examen auquel j'ai réussi brillamment. Je le remercie infiniment ».

## Eyawelem s'engage au volontariat, pourquoi ?

Eyawelem s'est engagé au volontariat pour contribuer à améliorer le cadre de vie de sa communauté. Rien ne l'empêchait d'exercer son métier et aussi de faire le volontariat. Il s'inspire des jeunes qui ont réussi après leur mission. Il a épargné ses allocations et s'est acheté le matériel de travail, dont il ne

disposait pas encore. Eyawelem se réjouit d'avoir été volontaire d'engagement citoyen. Cette expérience lui a permis d'acquérir des valeurs qui lui servent au quotidien « j'ai appris beaucoup sur l'épargne et la création d'une activité génération de revenu. J'ai acquis certaines valeurs citoyennes qui m'aident toujours ».

Dans son travail, il entretient une bonne relation avec ses clients et donne le meilleur de lui-même. Aujourd'hui c'est un père responsable qui ne se souvient plus de son passé difficile et qui lutte pour l'avenir de ses enfants.

Avec [togoanvt.org](http://togoanvt.org)

## ODD 4

## CIMTOGO et IFAD s'engagent pour une formation de qualité au Togo

La société Ciments du Togo (CIMTOGO), filiale du Groupe Heidelberg materials vient de signer un accord de partenariat avec l'IFAD (Institut de Formation en Alternance pour le Développement).

Cette démarche de la société cimentière vise à assurer un apprentissage et une éducation de qualité aux étudiants de l'IFAD, conformément à son engagement à s'inscrire dans une politique de développement durable. La stratégie est doublement gagnante et démontre l'intérêt du secteur privé Togolais de contribuer à une amélioration de l'accès à l'éducation de qualité (ODD 4). Cette collaboration, d'un an (01) renouvelable, entre CIMTOGO et IFAD poursuit divers objectifs. Il s'agit notamment de l'accueil par la société CIMTOGO, des profils ingénieurs pour des stages, le développement des formations industrielles par IFAD répondant au besoin du marché de la cimenterie ainsi que la formation du personnel de CIMTOGO sur le site de Lomé et de Tabligbo sur des thématiques clés. En d'autres termes la société CIMTOGO accepte accueillir les apprenants de l'IFAD-Bâtiment dans son entreprise, pour un programme travail en alternance. Ce dernier est une composante de la formation de l'apprenant rendue obligatoire par le référentiel de diplôme dans le cadre de la formation initiale. Le but



de ce stage est de concourir directement à l'action pédagogique. Il devra permettre de : renforcer leurs connaissances des entreprises et des débouchés du métier ; apporter un véritable accompagnement dans le cadre de leurs périodes de stage en entreprise ; contribuer à l'évaluation de leurs compétences professionnelles et comportementales ; développer leurs compétences et renforcer leur capacité à affronter le marché du travail ; favoriser la qualification des apprenants dans un souci de professionnalisme d'adaptabilité, de compétences diversifiées et de progression. L'IFAD quant à elle s'engage à apporter toute assistance technique sollicitée par la société CIMTOGO

dans les limites de ses compétences et de ses réseaux, à travers des accords spécifiques. Par ailleurs, l'accord prévoit l'assistance dans la recherche sur les matériaux locaux de substitution pouvant entrer dans la composition d'un ciment de qualité répondant aux normes togolaises et régionales et aussi sur les projets de développement de nouvelles sources d'énergies. Enfin, les deux partenaires ont convenu de promouvoir l'entrepreneuriat innovant et écoresponsable sans oublier la participation à des événements croisés organisés par les parties tels que les Journées annuelles des entreprises et des Universités.

Avec [vert-togo.tg](http://vert-togo.tg)

## Divers

## Les mots forts de Dani Alves en prison

Dans des propos rapportés par les médias espagnols, Dani Alves affirme ne pas avoir peur et être convaincu de sortir de prison assez rapidement.

Voilà plus d'une semaine que Dani Alves est entré en prison. Accusé de viol sur une jeune femme de 23 ans, le latéral brésilien a été incarcéré sans caution, au vu du nombre de preuves accablantes retenues contre lui. Et tous les éléments qui ont fuité dans la presse depuis n'invitent pas à penser qu'il sera libéré dans un avenir proche, alors que le Brésilien aurait donné des versions des faits contradictoires aux inspecteurs... Autant dire que ça sent plutôt mauvais pour lui, même si les médias rap-

portent que derrière les murs de la prison, il a été particulièrement bien accueilli par ses co-détenus, qui n'hésitent pas à lui demander des autographes. Le principal concerné ne vivrait en revanche pas spécialement bien la situation, et La Vanguardia a d'ailleurs recueilli des propos tenus par l'ancien du Barça et du PSG en prison.

## Alves affirme ne pas avoir peur

« Le footballeur, il est resté dehors, ici je suis un détenu de plus. J'accepterai tout ce



qui vient », a-t-il lancé à ses collègues incarcérés, tentant de rester toujours positif. « Je suis parti de chez moi à 15

ans seulement. J'ai surmonté des situations difficiles et compliquées dans ma vie. C'en est juste une nouvelle

qui passera aussi. Je n'ai peur de rien », a-t-il ajouté, alors qu'il a rejoué au foot dans le centre pénitentiaire de

Brians II où il a récemment été transféré. Lors de ses conversations avec le reste des détenus, le Brésilien insiste sur le fait que la relation sexuelle avec la plaignante était consentie, et il espère donc pouvoir sortir de prison relativement rapidement. Seulement, la presse espagnole indique que lorsque les autres prisonniers insistent et demandent plus de détails sur l'affaire, le latéral droit a tendance à esquiver la conversation et rester silencieux...

Avec [footmercato.net](http://footmercato.net)

## Le Togo en chiffres

| Produits échangés   |  | Produits échangés   |     |
|---|--|---|-----|
| 1,0 Mds USD de produits exportés en 2020  | 2,2 Mds USD de produits importés en 2020 |   |     |
| Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques | 9,0                                      | Energie électrique  | 5,1 |
| Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées  | 8,8                                      | Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...  | 5,1 |
| Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés   | 8,4                                      | Voitures de tourisme et autres véhicules  | 3,9 |
| Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...                  | 8,3                                      | Polymères de l'éthylène, sous formes primaires  | 3,4 |
|   |  | (autres que les médicaments) ...  |     |
|   |  | Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars. | 6,8 |
|   |  | Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars. | 3,4 |
|   |  | Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées                                    | 6,5 |
|   |  | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...   | 3,2 |
|   |  | Coton, non cardé ni peigné  | 6,5 |
|   |  | Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...  | 3,1 |
|   |  | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...  | 5,4 |
|   |  | Riz   | 2,7 |
|   |  | Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...  | 3,3 |
|   |  | Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...  | 2,5 |
|   |  | Fèves de soja, même concassées  | 2,7 |
|   |  | Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...  | 1,9 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE  
L'ACTUALITÉ  
ÉCONOMIQUE  
D'ICI ET  
D'AILLEURS**

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0650/07/09/22/HAAC



**Couverture médiatique**



**Insertion publicitaire**



**Publi-reportage ...**

+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09

contact@leconomistedutogo

www.leconomistedutogo.tg

Totsi Gblinkome, rue Tidjani

l'économiste du Togo

@economisteTogo

*...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...*